

VOTES—*Suite.*

VENTE DE CARTOUCHES D'ARMES PORTATIVES.

M. McKenzie—Propose motion suivante: "Qu'il appert, d'après les documents officiels déposés sur le bureau de cette Chambre, que le ministre de la Milice, depuis le commencement de la guerre, a vendu illégalement et sans pouvoir ni autorisation, une quantité de cartouches à fusil dépassant 3,000,000, à J. Wesley Allison, qui prétendait être l'agent de Vickers, Maxim, Limited, au prix de \$20 par mille cartouches, que la quantité de cartouches qu'on avait d'abord l'intention de vendre était de 5,000,000 et qu'il en a été livré plus de 3,000,000; qu'il soit et il est maintenant arrêté que l'épuisement de l'approvisionnement de cartouches conservé par l'Etat exclusivement pour les besoins de la guerre, et la vente de ces cartouches à quelque autre que le gouvernement impérial, a été un grave danger pour le pays

VOTES—*Fin.*VENTE DES CARTOUCHES D'ARMES PORTATIVES—*Suite.*

M. McKenzie—*Suite.*

et une infraction aggravée davantage par le fait qu'il y a fortement lieu de croire que ces cartouches ont été ensuite vendues aux autorités britanniques à un prix plus élevé; que la commission adressée le 3 avril à sir William Meredith et à monsieur le juge Duff pour qu'ils fassent enquête sur certaines adjudications de la commission des obus, soit aussi autorisée à enquêter sur la vente des cartouches au dit J. Wesley Allison, ainsi que sur l'aliénation de ces munitions par ce dernier et que, pour les besoins de la dite enquête, les pouvoirs et l'autorité attribuées à la dite commission puissent être continués et étendus, dans la mesure nécessaire"—4068.

Motion rejetée: Pour, 17; contre, 40—4111.